



ORGANISATION DES ÉTATS D'**AFRIQUE**,
DES **CARAÏBES** ET DU **PACIFIQUE** (OEACP)

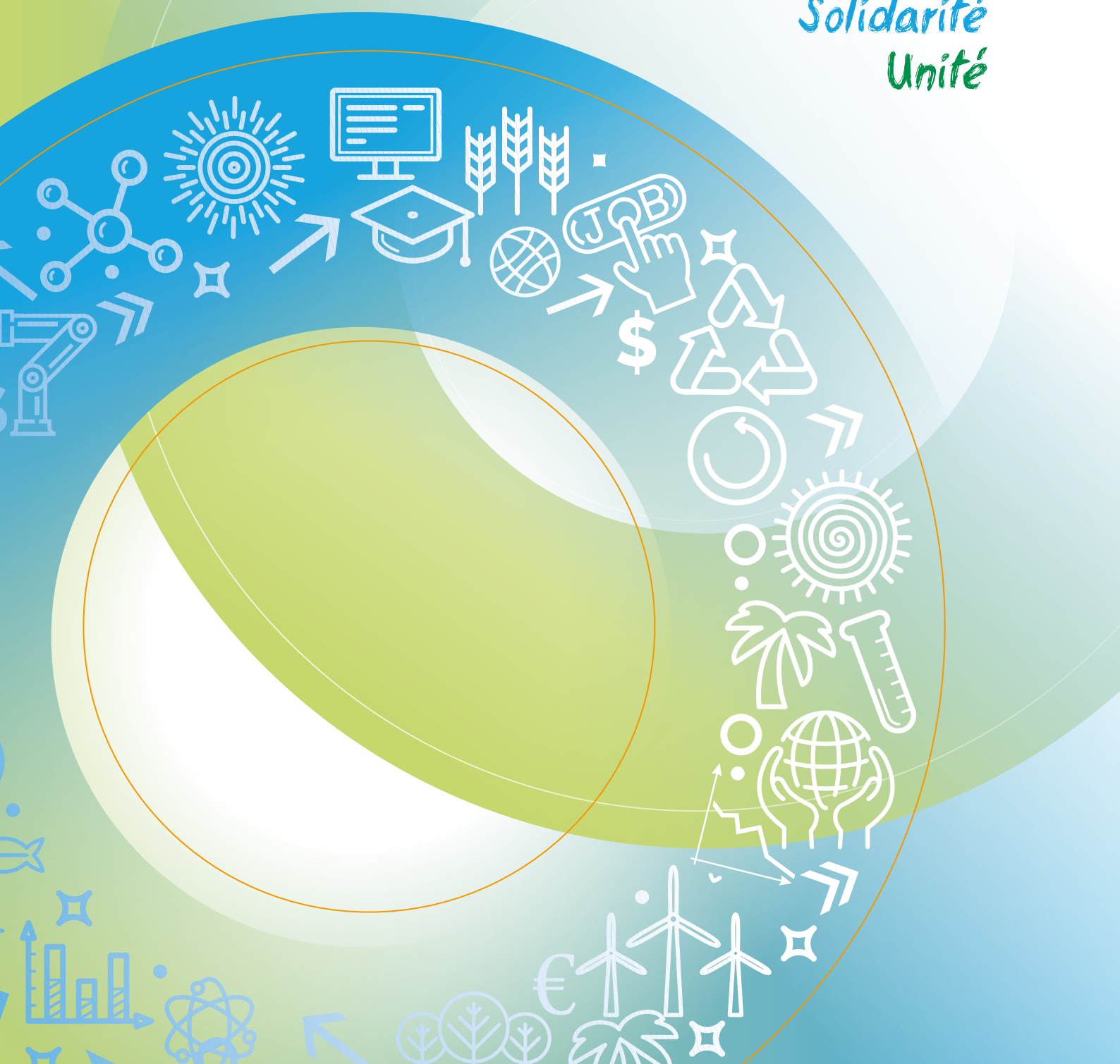
RAPPORT ANNUEL 2021

L'OEACP du futur

Transition

Solidarité

Unité





Siège de l'OEACP

Rue de l'Aqueduc 118
Ixelles - 1050, Bruxelles - Belgique
Tél. : +32 2743 0600
Fax : +32 2735 55 73
Courriel : info@acp.int
Site Internet : www.acp.int

Table des matières

AVANT-PROPOS

S.E. M. Georges Rebelo Pinto Chikoti, Secrétaire général	4
Bureau du Secrétaire général (BSG)	6
Les faits marquants relatifs à l'OEACP - 2021	9
Environnement et action climatique (EAC)	17
Macroéconomie, Financement du développement et Programmation (MFDP)	20
Questions politiques et Développement humain (QPDH)	23
Transformation économique structurelle et Commerce (TESC)	26
Administration, Finances et Ressources humaines (AFRH)	29
Paraphe du nouvel Accord de partenariat	32
Organes de l'OEACP	34
Acronymes et abréviations	38



En 2021, à la fin de ma première année à la tête de l'OEACP dans un contexte marqué par la persistance de la pandémie de COVID-19, l'Organisation a pris les premières mesures concrètes pour s'adapter à sa mission et devenir l'OEACP du futur.

Conformément aux décisions et résolutions de la 111^e session du Conseil des ministres en décembre 2020, un groupe restreint du personnel de l'OEACP s'est réuni au début de l'année pour s'attaquer au mandat du changement. Au cours de cette année transitoire difficile, le Secrétariat a souvent eu du mal à faire face à ses obligations et aux demandes de ses membres. Cependant, aussi difficile que cela ait pu être, le Secrétariat, en collaboration avec les organes de l'OEACP, a franchi des étapes importantes. Il s'agit notamment de l'adoption de la nouvelle structure organisationnelle lors de la 112^e session du Conseil des ministres et de la conclusion de la négociation du nouvel Accord de partenariat OEACP-UE, qui a abouti au parape de l'Accord par les négociateurs en chef de l'OEACP et de l'Union européenne (UE) en avril 2021.

Le nouvel accord de partenariat avec nos partenaires de l'UE devrait non seulement offrir des possibilités de coopération avec l'UE sur la scène internationale, mais obligera aussi l'OEACP à mettre en pratique les principes de subsidiarité, de complémentarité, de proportionnalité et de valeur ajoutée entre ses membres.

Avant-propos

Après l'intégration du Fonds européen de développement (FED) dans l'Instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale (IVCDI)/L'Europe dans le monde, l'OEACP a poursuivi la mise en œuvre des programmes planifiés dans le cadre du FED. Elle a en outre lancé le Programme de recherche et d'innovation et le Programme sur les services climatologiques et les applications connexes (ClimSa), qui produisent déjà des résultats auprès des publics visés. À travers des ateliers en ligne, l'OEACP a entrepris de former ses membres sur l'IVCDI et ses implications.

La situation financière du Secrétariat continue d'être une préoccupation majeure. La pandémie de COVID-19 a eu des effets dévastateurs sur les économies de nos États membres, et plusieurs d'entre eux ont rencontré des difficultés financières. Je remercie les pays qui, malgré les circonstances difficiles, ont honoré leurs engagements envers l'OEACP, et j'exhorte ceux qui ont manqué à leurs obligations financières à s'en acquitter dans les meilleurs délais. Le paiement des contributions est nécessaire, car celles-ci permettent au Secrétariat de fournir un service de qualité à ses États membres et de promouvoir nos objectifs sur la scène internationale.

Alors que l'OEACP continue à mettre en œuvre son programme de réforme et à avancer dans sa transition vers une organisation d'envergure mondiale, nous restons conscients de la nécessité d'être innovants dans nos approches et nos méthodes, et demeurons profondément attachés à l'unité et la solidarité qui sont le fondement de notre organisation.

S.E. M. Georges Rebelo Pinto Chikoti

Secrétaire général

Bureau du Secrétaire général (BSG)

LE NOUVEAU PLAN STRATÉGIQUE TRACE LA VOIE POUR 2022-2025

Le Bureau du Secrétariat général (BSG) a présidé un groupe de réflexion interne composé de représentants des cinq départements, mis en place pour rédiger le nouveau plan stratégique du Secrétariat de l'OEACP pour 2022-2025 (PS 2022-2025).

Le plan stratégique a été élaboré sur la base de l'Accord de Georgetown révisé et le nouvel Accord de partenariat OEACP-UE, et s'est également largement inspiré des décisions des Sommets des chefs d'État et de gouvernement ACP.



Le PS2022-2025 repose sur cinq objectifs stratégiques qui sont considérés comme étant d'une importance capitale pour le Secrétariat :

- le renforcement de la coopération et de la collaboration intra-OEACP ;
- le renforcement et l'élargissement du rôle de l'OEACP sur la scène internationale ;
- le renforcement des partenariats, y compris avec l'UE ;
- la réforme du Secrétariat de l'OEACP ;
- et la mobilisation des ressources.

Le nouveau plan stratégique s'articule autour des principales rubriques ci-après : la vision et la mission du plan stratégique ; l'approche stratégique ; l'analyse du contexte ; les principaux domaines d'impact ; le cadre de planification, de suivi, d'évaluation et de rapport (PMER) ; et le plan d'exécution.

Parmi les innovations du PS 2022-2025, il y a le fait que le Secrétariat utilise pour la première fois la théorie du changement (TdC) pour guider la mise en œuvre du Plan. La théorie du changement montre, en partant d'hypothèses spécifiques, pourquoi et comment un processus de changement complexe aboutit. Elle propose un schéma des éléments constitutifs nécessaires pour atteindre les objectifs à long terme d'une intervention ou d'une activité donnée. Une approche globale de la TdC a été élaborée pour le Secrétariat dans son ensemble, et des théories du changement spécifiques seront élaborées pour les différents départements et unités.

AU-DELÀ DES PARTENARIATS TRADITIONNELS

Conformément à l'intention déclarée de l'OEACP (facilitée par l'entrée en vigueur de l'Accord de Georgetown révisé) de rechercher davantage de partenariats non traditionnels, le Secrétaire général Chikoti a signé un protocole d'accord pour une coopération dans plusieurs domaines avec la Communauté des pays de langue portugaise (CPLP), le 25 juin 2021 au siège de la CPLP à Lisbonne, (Portugal).

Au moment de la signature de ce protocole d'accord au nom de la CPLP, le Secrétaire exécutif, S.E. M. Francisco Ribeiro Telles, l'a décrit comme « un point de départ » de la collaboration des deux organisations aux fins du « développement » de leurs États membres. Il a également ajouté que la signature du protocole d'accord « ...contribuerait à assurer la coopération au développement dans de multiples domaines ».

À son tour, le Secrétaire général Chikoti a relevé que les deux organisations étaient confrontées à des défis de développement similaires, notamment la lutte contre la pauvreté, et a cité comme autres domaines de coopération la santé, l'éducation, la défense et la sécurité. Premier Secrétaire général lusophone de l'OEACP, Monsieur Chikoti a ajouté que la formation linguistique pourrait également être « un des éléments » de la coopération avec la CPLP.

Signature du protocole d'accord au siège de la CPLP.



LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'OEACP A APPELÉ À UNE PLUS GRANDE UNITÉ ET SOLIDARITÉ LORS DU RAPPORT HISTORIQUE SUR L'ÉTAT DE L'ORGANISATION

« 2021 sera une année de transition, de changement continu, de transformation et de réforme, avec un accent sur la mise en œuvre, le renforcement et la construction de partenariats. Avec l'encouragement et le soutien indéfectible des membres et des régions de l'OEACP, ainsi que du personnel du Secrétariat, nous pouvons, en tant qu'Organisation, apporter des contributions significatives à la vie de nos peuples. »

Pour célébrer le premier anniversaire de l'entrée en vigueur de l'Accord de Georgetown révisé le 5 avril 2021, S.E. M. Georges Rebelo Pinto Chikoti, Secrétaire général de l'OEACP, a prononcé le premier discours sur l'état de l'Organisation (EtOrg) lors d'une réunion publique virtuelle le 8 avril 2021, afin de définir sa vision d'une organisation unie et renforcée. S.E. Uhuru Kenyatta, Président du Kenya et Président du 9^{ème} Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'OEACP a fait des remarques lors de cet événement unique en son

genre, qui était présidé par l'Honorable Amery Browne, Ministre des Affaires Etrangères et de la CARICOM de la République de Trinidad et Tobago. Fatumanava-o-Upolu III Dr Paolelei Luteru, Ambassadeur de l'Etat indépendant de Samoa et Président du Comité des Ambassadeurs de l'OEACP a fait des remarques au nom du Conseil des Ministres de l'OEACP.

« Secoué mais pas dissuadé »

Dans son discours EtOrg historique, bien suivi par les participants des 79 membres de l'OEACP et au-delà, le Secrétaire général Chikoti a réfléchi sur sa première année en fonction, qui a coïncidé avec l'éclatement de la pandémie COVID-19, donnant un aperçu des opportunités qui se présentent, avec un accent sur les priorités stratégiques de l'OEACP, les modalités de mise en œuvre et les actions pour propulser l'Organisation vers « l'OEACP que nous voulons ».



Points forts de l'OEACP – 2021

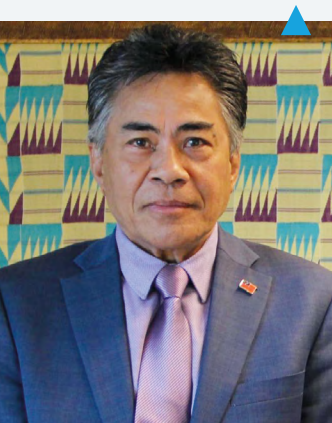
JANVIER

- L'OEACP et la Commission européenne (CE) ont signé avec le Fonds d'équipement des Nations Unies (FENU) une nouvelle initiative d'un montant de 14,5 millions d'euros visant à libérer le potentiel de la finance numérique au profit de plus de 600 000 femmes, jeunes et entrepreneurs dans les États membres de l'OEACP.
- Lancement de la Mécanisme de soutien aux politiques (MSP), un mécanisme innovant mis en place pour stimuler la recherche et l'innovation (R&I) dans les États membres de l'OEACP.



FÉVRIER

- **01/02** La région d'Afrique de l'Est, représentée par la République unie de Tanzanie, a transmis la direction du Conseil des ministres de l'OEACP à la présidence du Pacifique, dirigée par l'État indépendant de Samoa.



- **08/02** Examen annuel des activités de la Facilité d'investissement (FI) gérée par la Banque européenne d'investissement (BEI) - Lors de réunions annuelles, la BEI informe les ambassadeurs de l'OEACP et leurs représentants des principaux résultats des financements

dans le cadre du mandat de Cotonou, ainsi que des futurs partenariats post-Cotonou avec les pays de l'OEACP.

- **25/02** Lors de la conférence de la jeunesse organisée dans le cadre de l'Assemblée parlementaire paritaire (APP) ACP-UE, 150 jeunes du Bénin, de la Roumanie et du Rwanda, les trois derniers pays à avoir accueilli des conférences régionales de la jeunesse en présentiel, ont été invités à débattre à distance avec des parlementaires sur la pandémie de COVID-19.

MARS

- **09/03** Soixante petites et moyennes exploitations de mines et de carrières ont bénéficié d'une formation en vue d'acquérir des compétences entrepreneuriales qui permettront à leurs entreprises de survivre et de prospérer. Cette formation a été dispensée par *Jamaica Business Development Corporation* (JBDC) dans le cadre de la phase II du Programme OEACP-UE en faveur des minéraux du développement.



- **30/03** Plus de 160 participants d'Europe et des régions d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) se sont retrouvés en ligne pour prendre part au lancement officiel du Programme intra-ACP sur les services climatologiques et les applications connexes (ClimSA).

AVRIL

- 08/04 L'OEACP a célébré son premier anniversaire lors d'une réunion virtuelle, à l'occasion de la Journée de l'OEACP.
- 08/04 Le Secrétaire général Chikoti a prononcé le premier Discours sur l'état de l'Organisation (EtOrg).
- 15/04 Les négociations post-Cotonou se sont achevées par le paraphe de l'accord par les négociateurs en chef.



MAI

- 04/05 Le forum des petits États insulaires en développement (PEID) de l'OEACP a présenté l'état d'avancement du plan d'action visant à renforcer la résilience des PEID et des communautés côtières dans un certain nombre de domaines prioritaires, lors d'une réunion virtuelle sur l'État de droit, la coopération et l'intégration mondiale.
- 18/05 Réunion conjointe des ambassadeurs et hauts-commissaires de l'OEACP à Londres consacrée à l'impact potentiel du Brexit sur le commerce OEACP-Royaume-Uni.
- 20/05 Le Président du 9^e Sommet de Chefs d'État et de Gouvernement de l'OEACP exhorte tous

les États membres à signer le Traité international sur la préparation et la réponse aux pandémies.



JUIN

- 06/06 Célébration de la première Journée de la Fondation ACP.
- 9-10/06, l'OEACP et la CE ont organisé, dans le cadre du programme ACP-UE Culture, un webinar international intitulé « Vers une industrie culturelle et créative durable dans les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique ».
- 15-16/06 L'OEACP a participé aux Journées européennes du développement (JED) qui se sont déroulées virtuellement, avec un stand consacré à « La biodiversité terrestre et marine dans un contexte de changement climatique ».
- 18/06 FISH4ACP a lancé une initiative mondiale visant à promouvoir des chaînes de valeur de la pêche et de l'aquaculture durables en République dominicaine. Le programme mettra l'accent sur l'amélioration de la pêche au mahi-mahi avec pour objectifs de veiller à ce que la croissance économique aille de pair avec la durabilité environnementale et l'inclusion sociale.
- 21-24/06 L'OEACP a organisé un séminaire virtuel pour faciliter le dialogue entre ses États membres et ses partenaires internationaux sur la liste des juridictions fiscales non coopératives et sur la liste UE des pays tiers à haut risque en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (LBC/CFT).

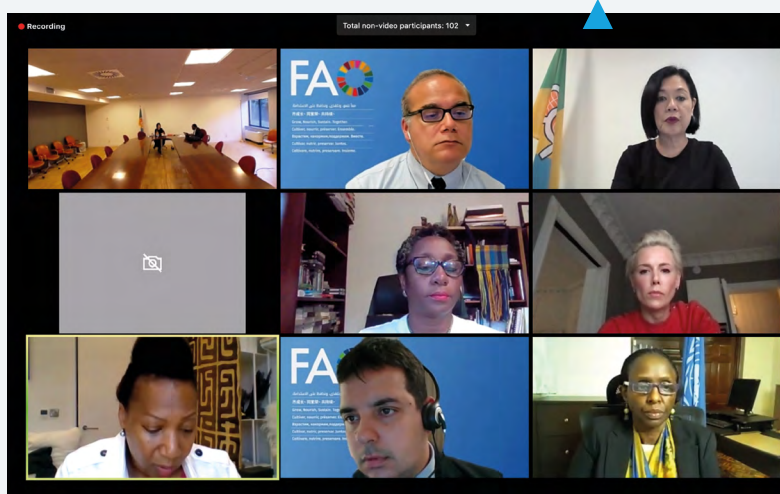


- **22/06** L'honorable Uhuru Muigai Kenyatta, Président de la République du Kenya et Commandant en chef des forces de défense, a, en sa qualité de Président en exercice du Sommet des Chefs d'État et de gouvernement de l'OEACP, rencontré le Secrétaire général, S.E.M. Georges Rebelo Pinto Chikoti et le Comité des ambassadeurs de l'OEACP au siège de l'Organisation à Bruxelles (Belgique).
- **23/06** Le Lesotho est le premier État membre à bénéficier de la MSP un mécanisme innovant mis en place par le Secrétariat de l'OEACP.
- **25/6** S.E.M. Chikoti a signé un protocole d'accord pour une coopération future dans plusieurs domaines avec la Communauté des pays de langue portugaise (CPLP), au siège de la CPLP à Lisbonne (Portugal).
- **28/06** L'OEACP a célébré la Journée mondiale des MPME, avec un séminaire sur le thème « Donner aux MPME des pays de l'OEACP les moyens de se reconstruire en mieux après la COVID-19 ».
- **29/06** La conférence de la jeunesse organisée dans le cadre de l'Assemblée parlementaire paritaire ACP-UE, qui s'est tenue sur le thème « Le vaccin contre la COVID pour les jeunes et les enfants », a réuni 128 jeunes, 29 membres de l'Assemblée parlementaire de l'OEACP, et quatre membres du Parlement européen.



JUILLET

- **06/07** Lors du dialogue intergouvernemental sur les systèmes alimentaires organisé par les Nations Unies, dirigé par l'OEACP et coorganisé par le bureau de liaison de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) à Bruxelles ; plusieurs ambassadeurs et représentants des États membres de l'OEACP, du Secrétariat du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires (UNFSS), de l'UE, d'organisations régionales et internationales, de la société civile, du secteur privé, et de représentants de la jeunesse des États membres de l'OEACP ont fait des interventions.



- **06/07** S.E.M. Chikoti a prononcé le discours d'ouverture lors du lancement de la 4^e Conférence internationale tripartite OEACP/CE/UN-Habitat, qui a eu lieu dans le cadre du partenariat avec le Secrétariat de l'OEACP, la CE et UN-Habitat.
- **06/07** L'OEACP a organisé un dialogue intergouvernemental de haut niveau sur la transformation des systèmes alimentaires.
- **06-08/07** L'honorable M. Jeremiah Manele, ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur des Îles Salomon et président en exercice du Conseil des ministres de l'OEACP, a présidé la 112^e session hybride du Conseil des ministres de l'OEACP.
- **06-08/07** Le Secrétaire général Chikoti a ouvert la 4^e Conférence internationale tripartite sur le

thème « Amélioration et prévention des bidonvilles dans la Décennie d'action : ne laisser personne de côté pour garantir l'inclusion, l'intégration et une urbanisation durable pour tous ».

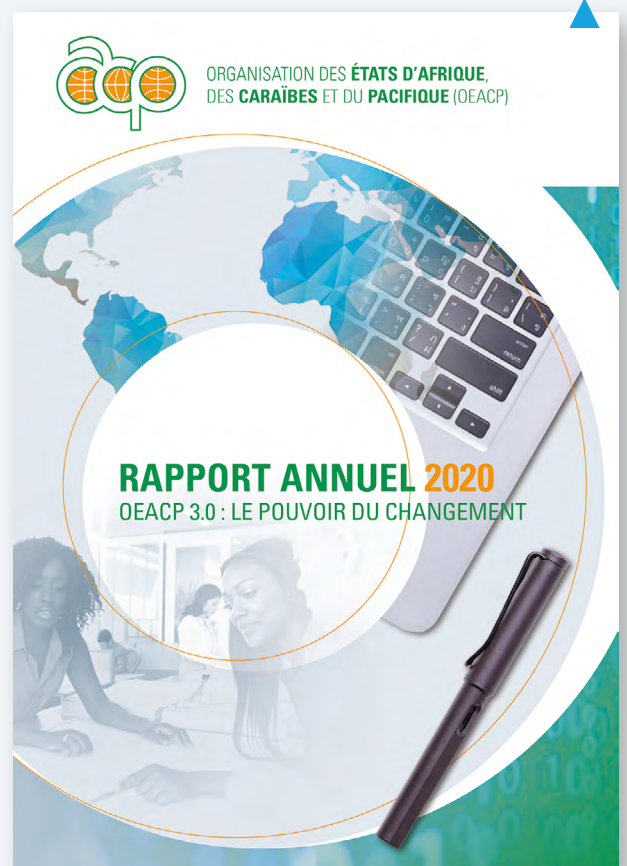
- **10/07** Le Programme ACP-UE Culture a participé à la table ronde sur le financement des films ACP organisée par le Pavillon africain au Festival de Cannes 2021, aux côtés de bénéficiaires de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), du Centre national du cinéma et de l'image animée (CNC) et du Fonds mondial pour le cinéma (WCF) Berlin.
- **15/07** S.E. M. Chikoti a délivré un message vidéo lors de la réunion hybride des ministres du Commerce de la région Pacifique de l'OEACP tenue à Suva (Fidji).



- **26-27/07** Dans le cadre des préparatifs du 10^e Sommet des chefs d'État et de gouvernement de l'OEACP qui se tiendra en Angola en 2022, et dans la perspective de la présidence du Comité des ambassadeurs de l'OEACP qui sera assurée par l'Angola à partir du 1^{er} août 2021, le Secrétariat a organisé un séminaire de deux jours pour les hauts fonctionnaires de divers ministères et institutions, opérateurs économiques et des représentants de la société civile angolais.
- **27/07** La Mauritanie a bénéficié d'un appui technique de la MSP pour élaborer une stratégie nationale de R&I inclusive en vue de relever les grands défis du 21^e siècle et faire de l'économie du savoir un vecteur de développement durable.



- **28/07** Avec la contribution financière de l'UE et le soutien de l'OEACP, le British Council, le Kenya et HEVA, ont lancé « Ignite Culture », un nouveau mécanisme de financement par subvention pour les industries culturelles et créatives en Afrique de l'Est. Le lancement a également donné lieu à un événement virtuel consacré à des discussions sur les objectifs et les ambitions du programme.
- **30/07** Le Secrétariat de l'OEACP a publié son rapport annuel 2020 intitulé « OEACP 3.0 : le pouvoir du changement », conformément à son mandat consistant à assurer une plus grande transparence et une communication accrue avec toutes les parties prenantes.



AOÛT

- 01/08 S.E. M. Mário de Azevedo Constantino, ambassadeur de la République d'Angola, a succédé à S.E. M. Moses Kouni Mose des Îles Salomon à la tête du Bureau du Comité des ambassadeurs de l'OEACP, lors de la réunion des Bureaux sortant et entrant du Comité des ambassadeurs de l'OEACP.



- 09/08 Lancement du premier appel à propositions pour la facilité de subvention « Ignite Culture ».

SEPTEMBRE

- 01/09 Le Secrétaire général Chikoti, conformément à la décision n° 9/CXI/20 du Conseil des ministres de l'OEACP en décembre 2020, a envoyé une lettre au Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) concernant la Papouasie occidentale.
- 03/09 Pendant sa mission en Guinée équatoriale, le Secrétaire général Chikoti a procédé à l'ouverture officielle du nouveau Centre d'information sur la coopération Sud-Sud et triangulaire (CSST), lors du tout premier symposium sur la CSS&T organisé par ce nouveau Centre.
- 03/09 Le Centre OEACP d'information sur la coopération Sud-Sud et triangulaire (CSS&T) a organisé à Malabo (Guinée équatoriale) un symposium sur le thème : « *Un partenariat élargi comme moyen d'accélérer la réalisation des objectifs de développement durable* ».

- 09/09 Le Président de la République de Guinée-Bissau, S.E. M. Umaro Sissoco Embalò, a effectué une visite au Secrétariat de l'OEACP lors d'une visite de travail aux institutions de l'Union européenne et de l'OEACP.

- 13/09 Le Secrétariat de l'OEACP soutient la création d'un Fonds national pour l'innovation en Gambie par le biais de la MSP.



- 15/09 En préparation de la 26^e Conférence des parties (COP26) de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) qui doit débiter le 1^{er} novembre, l'OEACP a organisé un dialogue de haut niveau avec l'UE et d'autres partenaires pour discuter des priorités communes pour la Conférence.

- 16/09 Le Forum des femmes organisé dans le cadre de l'Assemblée parlementaire paritaire ACP-UE, dont le thème était « *Le nouvel Instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale (IVDCI)/L'Europe dans le monde : ses priorités et ses implications potentielles en matière de genre pour le partenariat ACP-UE* », s'est engagé à jouer un rôle actif pour garantir le financement des engagements pris dans le nouvel accord de partenariat, afin que les femmes et les filles puissent tirer profit de la nouvelle coopération entre l'UE et l'OEACP.

- 23/09 Dans une déclaration élaborée pour le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires, l'OEACP a réaffirmé la nécessité de partenariats mondiaux authentiques et durables, et a insisté sur la promotion des habitudes alimentaires traditionnelles.

- 24/09 Le Programme de recherche et d'innovation de l'OEACP a lancé « Innovation XChange », une plateforme virtuelle d'échanges pour catalyser l'innovation.

- Une réunion consultative sur l'IVDCI-Europe dans le monde s'est tenue avec les représentants des organisations régionales et les Coordonnateurs régionaux de l'OEACP.

OCTOBRE

- **13/10** Lancement officiel du service R&I de l'OEACP au Timor-Leste dans le cadre de la MSP. Le thème était: « Vers la création d'un dépôt numérique national et d'un programme spécifique Science, technologie et innovation (STI) ».
- **11-15/10** Les experts MSP ont rencontré en Gambie plus de 70 acteurs clés de la recherche et de l'innovation.



- **14/10** Lors d'une visite au Secrétariat de l'OEACP à Bruxelles en Belgique, S.E. M. Tete António, ministre des Affaires étrangères de la République d'Angola et président en exercice du Conseil des ministres de l'OEACP, a signé l'accord de pays hôte pour le 10^e Sommet des Chefs d'État et de gouvernement de l'OEACP qui aura lieu en 2022 en Angola. S.E. M. Chikoti a signé l'accord au nom de l'OEACP.



- **14/10** Le Comité des ambassadeurs (CdA) de l'OEACP a tenu une session spéciale avec S.E. le Dr Stanislav Raščan, Secrétaire d'État au ministère des Affaires étrangères, ministre intérimaire de la Coopération au développement du gouvernement de la Slovénie et représentant de la présidence slovène de l'UE au Secrétariat de l'OEACP à Bruxelles.
- **17-22/10** Le Programme ACP-UE Culture a participé à la 27^e édition du Festival panafricain du cinéma et de la télévision de Ouagadougou (FESPACO).
- **27-31/10** Le Secrétariat a participé au World Music Expo (WOMeX) à Porto (Portugal).
- **25/10** L'Assemblée parlementaire paritaire ACP-UE a organisé un dialogue parlementaire sur la COP26.
- **25-26/10** Réunion des hauts responsables du commerce de l'OEACP.
- **28/10** Réunion des ministres du Commerce de l'OEACP.
- **29/10** Le Programme ACP-UE Culture a fait une présentation lors du panel sur le thème « *Mettre la culture au service du développement durable: une conversation croisée entre des programmes financés par l'UE sur trois continents* », en lien avec le Programme ACP-UE Culture, le Programme PROCULTURA, et le Programme Transcultural de l'UNESCO.

NOVEMBRE

- 01/11 Les dirigeants de l'OEACP ont publié une déclaration sur le climat en marge de la 26^e session de la Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) à Glasgow.



- 09/11 L'OEACP et l'UE, avec le soutien du Programme intra-ACP GCCA+ et du Programme intra-ACP ClimSA, ont organisé dans le cadre de la COP26 une réunion de haut niveau intitulée « Le partenariat UE-OEACP: une coopération renforcée sur l'action climatique et l'utilisation de l'information scientifique pour renforcer la résilience ».

EVENEMENT DE HAUT NIVEAU

Le partenariat UE-OEACP: une coopération renforcée en faveur de l'action climatique incluant l'utilisation de l'information scientifique pour renforcer la résilience

→ LE 9 NOVEMBRE 2021

18:30 BRUXELLES (HNEC) 17:30 GLASGOW

- 15-22/11 En vue de l'entrée en vigueur du nouvel Accord de partenariat ACP-UE en 2022, les membres de l'Assemblée parlementaire paritaire (APP) ACP-UE ont mis en place un comité de rédaction chargé de concevoir de nouvelles méthodes et règles de travail pour la future APP et pour les trois assemblées parlementaires régionales.
- 15-16, 18/11 Le Forum ClimSA inaugural, entièrement virtuel, dont le thème était « Connecter



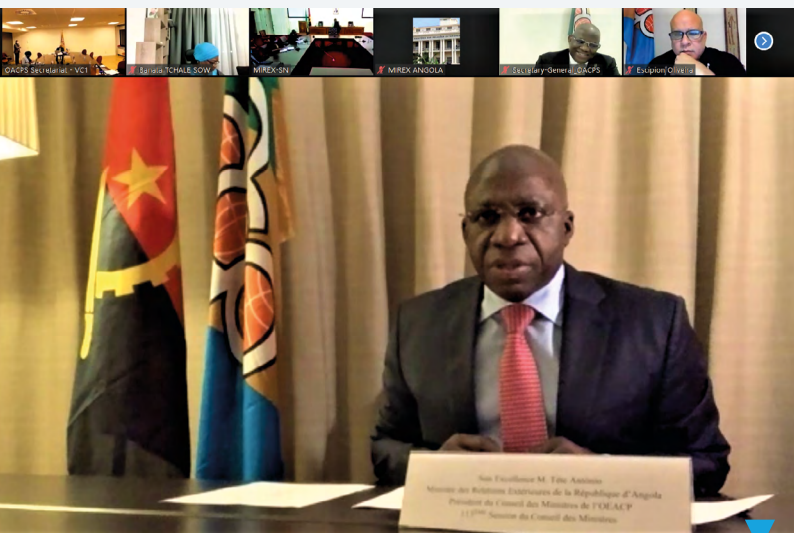
9^e CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE DES PAYS LES MOINS DÉVELOPPÉS

VIENNA INTERNATIONAL CENTRE, VIENNA, AUSTRIA / 25-26 NOVEMBRE 2021

La prochaine décennie d'action : Accélérer l'ISID dans les PMA

les fournisseurs et les utilisateurs d'informations climatologiques dans les régions ACP», a été accueilli par le gouvernement de la République du Kenya.

- 25-26/11 L'OEACP a collaboré avec l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONU/DI) et le Bureau du Haut Représentant des Nations Unies pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement (UN-OHRLLS) pour l'organisation de la 9^e Conférence ministérielle des pays les moins avancés (PMA).
- 27/11-02/12 Le Secrétariat de l'OEACP a participé activement à la 2^e édition de la Biennale de Luanda – « Forum panafricain pour la culture de la paix ». La Biennale a encouragé les échanges culturels en Afrique, le dialogue intergénérationnel et la promotion de l'égalité des sexes à travers de nombreuses initiatives, notamment le développement des industries culturelles et créatives.
- 30/11 Le Secrétaire général a annoncé officiellement la participation de l'OEACP à l'Alliance des partenaires de la Biennale de Luanda et a présenté la création de la Fondation culturelle comme une initiative phare de l'OEACP.



DÉCEMBRE

- 30/11 – 2/12** Les membres du Conseil des ministres de l'OEACP ont conclu trois jours d'intenses discussions lors de leur 113^e session. S.E. M. Tete António, ministre des Relations extérieures de l'Angola et président en exercice du Conseil des ministres de l'OEACP, a présidé la réunion.

- 03/12** L'ambassadeur Andri Hadi et le Secrétaire général Chikoti ont signé une lettre d'intention entre l'Ambassade de la République d'Indonésie à Bruxelles et le Secrétariat de l'OEACP sur la coopération en matière de renforcement des capacités dans le domaine des technologies de l'information et de la communication (TIC).



- 17/12** La MSP appuie la Mauritanie pour l'élaboration d'une stratégie de recherche et d'innovation afin de mieux répondre aux défis socioéconomiques du pays.



Département Environnement et action climatique (ECA)

DIALOGUE DE HAUT NIVEAU DE L'OEACP POUR LA TRANSFORMATION DES SYSTÈMES ALIMENTAIRES

Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires 2021

Le 6 juillet 2021, l'OEACP a organisé un dialogue intergouvernemental de haut niveau sur la transformation des systèmes alimentaires afin d'identifier des engagements pour des actions audacieuses et les catalyser, de créer un parcours d'accompagnement vers la transformation des systèmes alimentaires de l'OEACP, et de contribuer à la réalisation de plusieurs objectifs de développement durable (ODD).

Parmi les principaux orateurs de cet événement de haut niveau organisé par le Secrétaire général de l'OEACP, S.E. M. Georges Rebelo Pinto Chikoti, on peut citer le ministre d'État, ministre de l'Agriculture de la République du Congo, le secrétaire d'État et ministre de la Coopération au développement de Slovénie, l'envoyé spécial du Secrétaire général des Nations Unies sur les systèmes alimentaires (UNFSS), le Directeur général adjoint de la Direction générale des partenariats internationaux de l'UE (INTPA), les ambassadeurs de la Barbade, de la Côte d'Ivoire, de l'Éthiopie, du Ghana, des Îles Salomon, du Suriname et de la Zambie accrédités auprès de la Belgique et de l'UE, ainsi que des représentants des agences des Nations Unies¹, des agences régionales, des organisations de la société civile, et des représentants des jeunes des États membres et des régions de l'OEACP.



L'événement a permis d'identifier des actions prioritaires, holistiques et audacieuses pour : (i) intensifier la production durable d'aliments bleus et verts ; (ii) améliorer l'accès à des aliments sûrs, sains et abordables et assurer la santé des populations ; et (iii) renforcer la résilience et réduire les vulnérabilités des systèmes alimentaires aux risques climatiques et environnementaux et aux chocs exogènes dans les pays OEACP. L'événement a servi de catalyseur pour l'engagement de l'OEACP dans divers dialogues mondiaux et au Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires (UNFSS) qui s'est tenu en septembre 2021.

Il continue de soutenir l'engagement de l'OEACP en faveur de la transformation des systèmes alimentaires et a notamment inspiré la décision 6/CXII/21 sur la création d'un mécanisme de transformation des systèmes alimentaires de l'OEACP, décision qui a été approuvée lors de la 112^e session du Conseil des ministres de l'OEACP en juillet 2021.

¹ - L'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Bureau des Nations unies pour la réduction des risques de catastrophes (UN EUMETSAT), et l'Organisation mondiale de la santé (OMS)

L'OEACP unie pour des mesures plus fortes en faveur du climat à la COP26

Avant et pendant la Conférence des Nations Unies sur le changement climatique (COP26) qui s'est tenue au Royaume-Uni, le Secrétariat de l'OEACP, avec l'appui du Programme intra-ACP GCCA+, a travaillé en étroite collaboration avec ses États membres et ses partenaires clés pour stimuler la diplomatie climatique et le plaidoyer en organisant des réunions de sous-comités et des dialogues préparatoires de haut niveau, notamment dans le cadre d'événements conjoints avec les organisations régionales de l'OEACP, les négociateurs de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), et l'UE.

Ces événements ont abouti à l'identification et à l'approbation de messages de sensibilisation et de documents de politique pour la COP26, notamment la *résolution de l'OEACP sur l'action climatique en vue de la COP26* (résolution 1/CXII/21), qui a été adoptée par le 112^e Conseil des ministres de l'OEACP en juillet 2021 et a servi de base à la préparation du document de réflexion de l'OEACP pour la COP26 approuvé par la 942^e session du Comité des ambassadeurs le 29 octobre 2021. Ce document était le principal document de plaidoyer de l'OEACP lors de la COP26. En outre, un soutien a été apporté à la déclaration de l'As-

semblée parlementaire paritaire ACP-UE (APP) en faveur de l'action climatique, qui a été publiée le 25 octobre 2021.

Plaidoyer sur le terrain

Pendant la COP26, le lancement de la *déclaration des dirigeants de l'OEACP pour l'action climatique* et le dîner de la famille OEACP à Glasgow le 1^{er} novembre 2021 ont également créé une plus grande solidarité de l'OEACP autour de ces questions. Le Secrétaire général Chikoti qui conduisait la délégation du Secrétariat a saisi toutes les occasions d'organiser des réunions bilatérales avec d'autres organisations internationales et les chefs d'État et de gouvernement de l'OEACP. Cet engagement auprès des partenaires clés a permis à l'OEACP de s'exprimer clairement et d'une seule voix sur les questions qui préoccupent l'ensemble des 79 membres, de se joindre à des partenaires pour amplifier leurs voix sur les principales priorités, et de renouveler l'élan vers une présence plus forte à la COP27 qui se tiendra à Charm el-Cheikh en Égypte. La prochaine COP devrait être une « COP africaine » et réorienter les termes du débat sur le climat vers des questions qui sont très préoccupantes pour l'ensemble des pays du Sud.



Services climatiques et applications connexes - Lancement du Programme intra-ACP ClimSA



Le 30 mars 2021, l'OEACP a officiellement lancé le Programme intra-ACP sur les services climatiques et les applications connexes (ClimSA), une initiative conjointe OEACP-UE de 85 millions d'euros dans le cadre du 11^e Fonds européen de développement (FED).

ClimSA vise à soutenir la chaîne de valeur des services d'information climatique à travers les six régions de l'OEACP en fournissant une assistance technique et financière, ainsi qu'un soutien aux infrastructures et au renforcement des capacités pour améliorer l'accessibilité et l'utilisation des informations climatiques, permettant ainsi de meilleures décisions politiques et pratiques.

Le lancement virtuel du programme ClimSA a réuni plus de 160 participants du monde entier, notamment des trois « continents » et des trois « océans » d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, de l'Europe, et des organisations internationales et régionales.

Lors du lancement, le Secrétaire général Chikoti a souligné le rôle déterminant que ClimSA a joué en soutenant les États membres et les régions de

l'OEACP dans leurs efforts pour renforcer la résilience, s'adapter aux effets néfastes du changement climatique, et poursuivre la réalisation des ODD.

Tous les contrats de subvention des délégations régionales étant désormais signés, la sélection des pays cibles pour les initiatives pilotes est en cours. Les principaux résultats attendus comprennent l'élaboration d'une stratégie de renforcement des capacités et d'outils de communication, la tenue du forum inaugural de ClimSA, une participation active et engagée à la COP26, la création du site web de ClimSA et d'une plateforme d'information dédiée à l'échange de bonnes pratiques, et la tenue de réunions du comité de pilotage du programme pour le suivi, la supervision et l'orientation.

Département Macroéconomie, financement du développement et programmation (MFDP)

SÉMINAIRE SUR L'IVCDCI/L'EUROPE DANS LE MONDE

Qu'est-ce que l'IVCDCI/L'Europe dans le monde et quel est le lien entre l'Instrument et l'OEACP ?

Alors que l'UE met en œuvre le nouvel Instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale (IVCDCI/L'Europe dans le monde) destiné à soutenir l'action extérieure de l'UE, le département MFDP a organisé en mai 2021 un séminaire sur la question à l'intention des ambassadeurs de l'OEACP.

Le séminaire a réuni des ambassadeurs de l'OEACP, des représentants des organisations régionales de l'OEACP basées à Bruxelles, ainsi que des représentants de la Commission européenne (CE) et du Service européen pour l'action extérieure afin de mieux comprendre le fonctionnement du nouvel instrument, ses éventuelles incidences, et les rôles des parties prenantes.

Le Secrétariat a également organisé en septembre 2021 une réunion consultative sur le nouvel instrument avec les représentants des organisations régionales de l'OEACP et les coordonnateurs régionaux afin de partager les expériences et les leçons tirées des consultations de l'UE sur la programmation des ressources dans les régions.

LES GRANDS POINTS

L'IVCDCI/L'Europe dans le monde est un instrument unique composé de trois parties :

Les programmes géographiques
60,388 milliards d'euros

Les programmes thématiques
6,358 milliards d'euros

Les subventions d'intervention rapide
3,182 milliards d'euros

L'enveloppe globale de l'IVCDCI/L'Europe dans le monde est de

79,5 milliards d'euros
pour la période 2021-2027

Sur ce montant,

30,481 milliards d'euros

ont été spécifiquement alloués aux membres de l'OEACP



Le Secrétaire général Chikoti lors d'une réunion avec le Président de la Guinée équatoriale..

Les recommandations issues de ces consultations exhortent les organisations régionales de l'OEACP à travailler ensemble pour faire valoir leur droit légitime à être consultées dans la programmation des ressources pour leurs régions ; elles affirment

en outre que la programmation des ressources devrait adopter les principes de complémentarité et de subsidiarité entre les actions à mettre en œuvre au niveau national et régional.

LA SENSIBILISATION COMME OUTIL DE LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT DE CAPITAUX ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME

La liste de l'Union européenne des pays et territoires non coopératifs à des fins fiscales et celle des pays tiers dont les régimes de prévention du blanchiment de capitaux présentent des carences restent une préoccupation majeure pour l'OEACP et ses États membres. Afin de contribuer au dialogue entre l'UE et l'OEACP et d'encourager un échange d'informations sur cette préoccupation pour trouver des solutions par le dialogue et la coopération, le Comité des ambassadeurs de l'OEACP a organisé un séminaire sur cette question en juin 2021.

Près de 200 experts, universitaires, politiques, représentants de la société civile et acteurs des pays de l'OEACP et d'Europe ont participé au séminaire. À la fin de la réunion de trois jours, les

participants ont adopté *une stratégie commune de l'OEACP à trois volets sur les juridictions fiscales non coopératives*, la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, et ont formulé des recommandations sur la manière de s'attaquer plus efficacement à ces problèmes.

Lors de sa 112^e session en juillet 2021, le Conseil des ministres de l'OEACP a approuvé la stratégie de l'OEACP et a adopté une résolution appelant au renforcement de la coopération intra-OEACP, du partenariat entre l'OEACP et l'UE, et de la coopération internationale sur les juridictions fiscales non coopératives, la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.

UNE ANNÉE CHARNIÈRE POUR LE CENTRE OEACP SUR LA COOPÉRATION SUD-SUD ET TRIANGULAIRE

L'année 2021 a marqué le lancement officiel des activités du Centre d'information sur la coopération Sud-Sud et triangulaire le 3 septembre 2021 à Malabo en Guinée équatoriale ; elle a également vu le Centre accueillir son premier symposium sur le thème « Partenariat élargi comme moyen d'accélérer la réalisation des objectifs de développement durable ».

Cet événement placé sous le haut patronage du Président de la République de Guinée équatoriale, S.E.M. Obiang NGUEMA MBASOGO, a mobilisé un grand nombre d'éminentes personnalités du gouvernement de la Guinée équatoriale, des diplomates et des représentants d'organisations internationales accréditées à Malabo, des représentants du secteur privé et de la société civile, ainsi que de nombreux acteurs de la coopération internationale au développement.

Le symposium a réaffirmé la nécessité d'organiser conjointement des forums régionaux sur la coopération Sud-Sud et triangulaire avec les organisations et institutions régionales. Il a également identifié le besoin pour l'OEACP d'utiliser le Centre d'information de l'OEACP pour encourager davantage la coopération entre les États membres au niveau régional, interrégional, et au-delà.

Résultats

Le symposium a abouti à des résultats très satisfaisants sur plusieurs points, notamment :

- Une visibilité accrue de l'OEACP et de son Centre de Malabo au niveau régional et international. La participation de personnalités de haut niveau au symposium, notamment le chef d'État de la Guinée équatoriale, a attiré l'attention et suscité l'intérêt de la presse locale, régionale et internationale qui a largement couvert l'événement.
- Les rencontres du Secrétaire général de l'OEACP avec le Président de la République, d'autres hauts fonctionnaires du gouvernement de la Guinée équatoriale et plusieurs ambassadeurs et représentants des organisations internationales présentes à Malabo ont permis de mieux informer et expliquer l'orientation stratégique et la vision de l'OEACP.

Département des Questions politiques et du développement humain

Programme de recherche et d'innovation de l'OEACP pour le renforcement des capacités de recherche et d'innovation de ses membres

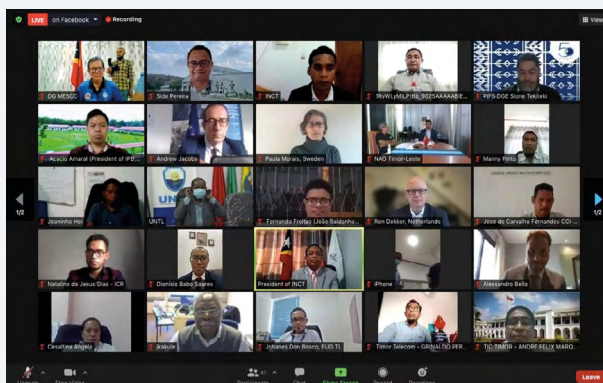
Doté d'un budget de 60 millions d'euros octroyé par le 11^e Fonds européen de développement pour la période 2020-2025, le Programme de recherche et d'innovation (R&I) de l'OEACP vise à : favoriser un environnement propice à la R&I dans l'ensemble des États membres de l'OEACP ; améliorer la qualité des politiques et des mécanismes de R&I ; faciliter l'accès aux connaissances en matière de R&I, libérer le potentiel d'innovation inclusive, et soutenir la transition vers des économies fondées sur la connaissance pour un développement durable et inclusif.

Le Programme repose sur trois piliers : le Fonds d'innovation ACP, qui fournit un soutien financier pour la mise en œuvre de projets menés par des consortiums ; la Facilité d'appui aux politiques, qui fournit des services sur mesure et à la demande aux autorités publiques nationales et régionales des pays ACP afin d'améliorer la qualité et l'efficacité de leurs politiques, stratégies et systèmes de R&I ; et un portail web interactif.

En décembre 2021, trois services avaient été réalisés au Lesotho, en Mauritanie et en Gambie après le lancement officiel de la Mécanisme de soutien aux politiques (MSP) qui a eu lieu en janvier de la même année, et un autre service est toujours en cours au Timor-Leste. En outre, cinq nouveaux



Service MSP en Gambie.



Lancement du service MSP au Timor-Leste.

projets du Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA), de la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE), du Kenya, du Mozambique et de la Tanzanie sont entrés dans la phase de préparation des services.

Le portail web R&I de l'OEACP, qui est opérationnel depuis mai 2021, fournit des informations sur les initiatives et les produits R&I, avec un accent particulier sur les membres de l'OEACP. Sa plateforme d'échange d'innovations permet aux parties prenantes de l'OEACP de se rencontrer, de se mettre en réseau, d'échanger des informations et des expériences, et de partager des bonnes pratiques.



Service MSP au Lesotho.

LES JEUNES ÉCHANGENT SUR LA PANDÉMIE DE COVID-19 ET SES EFFETS

La Conférence de la jeunesse de l'Assemblée parlementaire paritaire ACP-UE s'est tenue le 29 juin 2021 sous la direction de l'honorable Edda Mukabagwiza du Rwanda et de l'honorable Maria Arena de Belgique ; elle avait pour thème « Le vaccin contre la COVID chez les jeunes et les enfants ».

Les participants à la conférence ont demandé que des solutions soient trouvées pour remédier aux effets secondaires de la vaccination chez les jeunes et que le système éducatif fasse l'objet d'une attention particulière, en soulignant la nécessité de mettre en place des systèmes et infrastructures de santé nationaux performants pour un meilleur

accès des jeunes à l'enseignement supérieur. En outre, ils ont plaidé en faveur de l'entrepreneuriat féminin, de la création de start-ups et de nouvelles structures informelles destinées à l'emploi des jeunes, et ont exhorté les gouvernements à garantir la disponibilité des équipements électroniques nécessaires et un accès adéquat à l'Internet pour tous, ce qui implique l'allocation de crédits à cet effet dans les budgets nationaux.



Conférence virtuelle des jeunes de l'APP.



Le Secrétaire général Chikoti fait une présentation pendant la Conférence.

Les participants se sont accordés à dire que :

- La pandémie a eu de graves répercussions sur les jeunes et a aggravé les inégalités socioéconomiques, notamment dans les pays en développement. En outre, la recrudescence de la pandémie a exacerbé les inégalités structurelles auxquelles sont confrontés les enfants les plus vulnérables dans les pays en développement, et a considérablement augmenté la violence sexiste ;
- Pour être efficace, la lutte contre la pandémie nécessite une solidarité internationale. Ils ont donc souligné l'importance de la coopération Nord-Sud en matière de recherche publique et de développement, en mettant l'accent sur la recherche sanitaire et épidémiologique ;
- L'internationalisme doit être promu en matière de vaccins afin d'éliminer le nationalisme dont les pays développés font preuve actuellement au détriment des pays en développement.

REMETTRE L'ACCENT SUR LE SECTEUR CRÉATIF

Le secteur créatif et les acteurs culturels ont été sévèrement touchés par la COVID-19. L'OEACP a eu le plaisir de travailler avec ses partenaires sur plusieurs initiatives visant à soutenir le secteur créatif et les acteurs culturels touchés par la pandémie.

Du 17 au 22 octobre 2021, le Programme ACP-UE Culture a participé à la 27^e édition du Festival panafricain du cinéma et de la télévision de Ouagadougou (FESPACO) et a organisé un panel dédié à l'entrepreneuriat des réalisatrices de l'OEACP, ainsi qu'une master class en animation pour les professionnels du cinéma originaires des États membres de l'OEACP. Le Programme a également mis en place un espace de réseautage dédié à l'échange d'idées entre les professionnels du cinéma.

L'OEACP a défendu la culture et le développement au World Music Expo (WOMeX) qui a eu lieu du 27 au 31 octobre à Porto au Portugal. Le 29 octobre, lors du panel « *Mettre la culture au service du développement durable : une conversation croisée entre des programmes financés par l'UE sur trois continents* », l'OEACP a mis en relation le Programme ACP-UE Culture, le Programme PROCULTURA, et le Programme Transcultura de l'UNESCO afin de renforcer le soutien au secteur.

Biennale de Luanda 2021 Forum panafricain pour la culture de la paix



Du 27 novembre au 2 décembre 2021, l'OEACP a participé activement à la 2^e Biennale de Luanda – « Forum panafricain pour la culture de la paix ». La Biennale, qui a vu la participation de plusieurs chefs d'État, d'organisations régionales et internationales et de la société civile, a encouragé les échanges culturels en Afrique, le dialogue intergénérationnel et la promotion de l'égalité des sexes à travers de nombreuses initiatives, dont le développement des industries culturelles et créatives. Le Secrétaire général a annoncé officiellement la participation de l'OEACP à l'Alliance des partenaires de la Biennale de Luanda et a présenté la création de la Fondation culturelle comme une initiative phare de l'OEACP.

AMÉLIORATION ET PRÉVENTION DES BIDONVILLES : NE LAISSER PERSONNE DE CÔTÉ POUR GARANTIR L'INCLUSION, L'INTÉGRATION ET UNE URBANISATION DURABLE POUR TOUS

Le Secrétaire général a inauguré la 4^e Conférence internationale tripartite sur le thème « Amélioration et prévention des bidonvilles dans la Décennie d'action : ne laisser personne de côté pour garantir l'inclusion, l'intégration et une urbanisation durable pour tous » ; elle s'est tenue en ligne du 6 au 8 juillet 2021 dans le cadre du dialogue politique mondial entrepris par le Programme participatif d'amélioration des bidonvilles (PSUP). Le programme est mis en œuvre par ONU-Habitat dans 190 villes à travers 40 États membres de l'OEACP.



Département Transformation économique structurelle et Commerce (TESC)

PARTICIPATION DE L'OEACP AUX NÉGOCIATIONS DE L'OMC

En mars et novembre 2021, le bureau de l'OEACP à Genève a aidé les ambassadeurs de l'OEACP à Genève à organiser deux séances de réflexion afin de définir les besoins et les priorités du groupe pour la 12^e Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) qui devait se tenir en 2021, mais a été reportée à 2022.

Les positions de l'OEACP s'inspirent de la Déclaration de l'OEACP sur la 12^e Conférence ministérielle de l'OMC adoptée par les ministres du Commerce en octobre 2021. Le Secrétariat de l'OEACP défend



MC12
GENEVA
2021

la nécessité d'obtenir des résultats positifs à la MC12 dans les négociations concernant l'agriculture, les subventions à la pêche, la réponse de l'OMC à la pandémie de COVID-19, la réforme de l'OMC, et le commerce électronique, entre autres.

LES MINISTRES DU COMMERCE DE L'OEACP ENCOURAGENT LE DÉVELOPPEMENT DU COMMERCE INTRA-OEACP

Les ministres du Commerce de l'OEACP ont eu une réunion virtuelle le 28 octobre 2021, à la suite de la réunion virtuelle des hauts fonctionnaires du commerce les 25 et 26 octobre 2021.

Dans la résolution publiée à l'issue de la réunion présidée par S.E.M. Souleymane DIARRASSOUBA, ministre du Commerce et de l'industrie de Côte d'Ivoire, les ministres du Commerce ont souligné que la réforme de l'Organisation mondiale du

commerce (OMC) devrait respecter les principes d'inclusion, d'équité et de transparence. Les ministres ont également débattu des stratégies pour promouvoir le développement du commerce intra-OEACP et ont échangé sur les opportunités et les défis dans les domaines des produits de base et des chaînes de valeur.

GARANTIR L'ACCÈS AU MARCHÉ POUR LES ENTREPRISES DES ÉTATS MEMBRES DE L'OEACP

L'UE a adopté la stratégie « De la ferme à la table » du Green Deal européen afin de garantir la qualité des produits importés et d'aider les économies en développement à s'orienter vers une chaîne de production plus durable. Cette indispensable extension de la durabilité à tous les domaines d'interaction, y compris le commerce, entraînerait naturellement la création de nouvelles réglementations.

Cependant, si cette question n'est pas traitée conjointement avec nos partenaires européens, cela pourrait se traduire par des obstacles techniques au commerce (OTC) et/ou des obstacles non tarifaires (ONT) insurmontables pour les exportateurs de l'OEACP, remettant ainsi en cause l'accès au marché obtenu dans le cadre des différents régimes commerciaux, notamment les Accords de partenariat économique (APE).

Par conséquent, l'OEACP élabore activement des solutions innovantes pour contrer les barrières non tarifaires potentielles qui entraveraient le commerce des produits agricoles. Ces barrières tarifaires pourraient résulter de la mise en œuvre des engagements pris par la communauté internationale concernant la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD).



Étalage de céréales sur un marché à Madagascar.

C'est dans ce contexte que le Secrétariat de l'OEACP met en œuvre une approche qui vise à :

- a. Encourager des discussions et des négociations centrées sur l'être humain en matière de « durabilité », avec pour objectif principal la réalisation de l'ODD 1 - Éliminer la pauvreté ;
- b. Garantir aux exportateurs et aux agriculteurs des États OEACP un accès compétitif au marché de l'UE ;
- c. S'assurer que les exportateurs et les agriculteurs des États OEACP disposent de suffisamment de temps et de ressources pour s'adapter aux réglementations en constante évolution ;
- d. Permettre aux parties prenantes de l'OEACP de participer à l'élaboration des nouvelles réglementations, comme le prévoient les accords de coopération OEACP-UE ;
- e. Assurer les échanges de bonnes pratiques et la coopération au sein de l'OEACP et entre l'OEACP et l'UE ;
- f. Prendre les mesures nécessaires pour réduire l'impact négatif des nouvelles réglementations européennes et/ou des initiatives volontaires du secteur privé sur les MPME de l'OEACP ; et
- g. Promouvoir l'application du concept du différentiel de revenu de subsistance (LID) utilisé dans l'industrie du cacao à d'autres produits de base importants pour les membres de l'OEACP.

2 - Initiative promue par la Côte d'Ivoire et le Ghana qui vise à ce que les producteurs ruraux de cacao reçoivent un revenu garantissant des conditions de vie décentes.

RÉPONDRE AUX BESOINS DES PMA

L'OEACP étant composée à 82% de PMA (pays les moins avancés), elle a eu l'honneur de collaborer avec l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUUDI) et le Bureau du Haut Représentant des Nations Unies pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement (UN-OHRLLS) pour l'organisation de la 9e Conférence ministérielle des pays les moins avancés qui s'est tenue les 25 et 26 novembre 2021.

La conférence a souligné la nécessité de faire de la réduction de la pauvreté le principal objectif mondial pour la prochaine décennie. En plus de convenir de prendre un certain nombre de mesures concrètes, telles que la réduction de la fracture numérique, l'autonomisation des femmes et des jeunes entrepreneurs, et des mesures pour s'assurer que l'accès au marché accordé aux PMA se traduit par une présence des micro, petites et moyennes entreprises (MPME) de l'OEACP sur le marché mondial, les partenaires du développement se sont également engagés à continuer à répondre conjointement aux besoins et aux priorités des PMA au cours de la prochaine décennie et au-delà.

LES AMBASSADEURS DE L'OEACP EXAMINENT L'IMPACT DU BREXIT SUR LE COMMERCE OEACP-ROYAUME-UNI

Les ambassadeurs de l'OEACP à Bruxelles et les ambassadeurs/hauts commissaires à Londres se sont rencontrés le 18 mai 2021 pour examiner trois études préparées conjointement par l'OEACP et le Secrétariat du Commonwealth sur l'impact potentiel du Brexit sur le commerce OEACP-Royaume-Uni et pour discuter des nouvelles règles et procédures d'importation en vigueur au Royaume-Uni. L'événement a marqué un renforcement des liens entre les ambassadeurs et les hauts-commissaires à Bruxelles et à Londres en vue de relever conjointement les défis liés au Brexit.

Département Administration, finances et ressources humaines (AFRH)

POURSUITE DE LA RÉALISATION DU PROGRAMME DE RÉFORME DE L'OEACP

Conformément au mandat de réforme du Secrétaire général, la restructuration du Secrétariat de l'OEACP vise à mettre en place un Secrétariat axé sur les résultats et efficient dans l'utilisation de ses ressources humaines, financières et matérielles.

En décembre 2020, le Secrétariat a honoré ses obligations financières envers tous les membres du personnel dont le contrat expirait le 31 décembre 2021. Tout en poursuivant sur la voie du changement et du progrès, l'Organisation travaillera en étroite collaboration avec les autres organes de l'OEACP pour apporter les adaptations nécessaires aux structures de fonctionnement et aux modalités de travail afin d'être une organisation qui répond à ses objectifs.

Avec l'adoption de la nouvelle structure organisationnelle lors de la 112^e session du Conseil des

ministres en juillet 2021, le Secrétariat a pu proposer des contrats à plus long terme conformément au nouveau statut du personnel.

Le Secrétariat de l'OEACP continue de se concentrer sur les six objectifs stratégiques (OS) ci-dessous pour lesquels des départements ont été créés afin de mettre en œuvre des programmes :

1. Renforcer la coopération intra-OEACP
2. Renforcer les relations OEACP-UE
3. Promouvoir la coopération Sud-Sud et triangulaire
4. Renforcer la viabilité financière du Secrétariat de l'OEACP
5. Mettre en œuvre les réformes du Secrétariat de l'OEACP
6. Améliorer la visibilité de l'OEACP

PRIORITÉS DU SECRÉTARIAT DE L'OEACP POUR L'EXERCICE 2021

À court et moyen terme, le Secrétariat de l'OEACP continuera à mettre l'accent sur l'amélioration de l'efficacité, de l'efficience et de la pertinence de l'organisation afin de se repositionner et de se réinventer pour devenir un acteur mondial efficace répondant aux défis du développement durable, du renforcement de la résilience et de l'obtention des résultats requis au profit de ses États membres et de leurs populations.

Les activités prioritaires menées en 2021 pour la réalisation de cet objectif global visaient principalement à :

- Soutenir activement les organes directeurs dans la mise en œuvre de l'Accord de Georgetown révisé et dans la définition de l'avenir de l'OEACP ;
- Consolider les intérêts et les positions de l'OEACP dans la mise en œuvre de l'Accord de partenariat de Cotonou.

Une attention particulière a également été accordée aux questions suivantes : l'approfondissement des

relations intra-OEACP par la participation à des réunions régionales et internationales de haut niveau ; la consolidation du rôle de l'OEACP dans la coopération Sud-Sud et triangulaire, et le positionnement de l'OEACP pour la mise en œuvre de l'Agenda 2030 et de l'Accord de Paris ; la rationalisation des accords de partenariat existants avec des organisations de

même sensibilité, tout en recherchant de nouveaux partenariats stratégiques ; la création d'initiatives visant à diversifier les sources de financement de l'OEACP ; l'amélioration de l'image et de la visibilité de l'OEACP ; et le renforcement des ressources humaines et des processus de travail internes dans le cadre de l'évaluation des piliers de l'UE.

BUDGET 2021 DE L'OEACP

Le budget de l'OEACP est annuel ; c'est le document de référence pour les recettes et les dépenses d'une année donnée et il sert de base au fonctionnement du Secrétariat. Le budget 2021 visait à assurer au Secrétariat les ressources nécessaires pour accomplir de manière efficace et

efficace son mandat tel que prévu par l'Accord de Georgetown révisé.

Les ressources du budget annuel du Secrétariat proviennent des contributions des États membres, de la contribution du FED, et d'autres sources approuvées par le Conseil des ministres. En raison de la réduction des effectifs et de l'impact de la pandémie de COVID-19, le budget de 2021 a connu une baisse de 45,41 %.

Budget 2021 du Secrétariat de l'OEACP : 8 685 006 €

Contributions

1. États membres de l'OEACP	4.036.236 €
● Contributions des États membres	1.929.516 €
● Arriérés de cotisations recouvrés	1.124.000 €
● Intérêts sur les arriérés de contributions	112.000 €
● Impôts prélevés sur les émoluments du personnel du Secrétariat	870.720 €
2. Fonds européen de développement	4.648.770 €

GESTION DU SECRÉTARIAT DE L'OEACP



Équipe de direction de l'OEACP.

Le Secrétariat de l'OEACP est l'un des six organes de l'Organisation. Basé à Bruxelles en Belgique, il est composé de cinq départements et du Bureau du Secrétaire général.

En tant que chef de la direction, le Secrétaire général de l'OEACP est responsable de la gestion du personnel, des projets et des programmes de l'OEACP. Dans l'accomplissement de son mandat, le Secrétaire général est assisté par des Secrétaires généraux adjoints qui sont responsables de la performance de leurs départements respectifs :

- Administration, finances et ressources humaines (AFRH) – M^{me} Isatou Auber Faal
- Environnement et action climatique (EAC) – M^{me} Cristelle Pratt
- Macroéconomie, financement du développement et programmation (MFDP) – M^{me} Tchale Banata Sow
- Questions politiques et Développement humain (QPDH)
- Transformation économique structurelle et Commerce (TESC) – M. Escipión Joaquín Oliveira Gómez.

Paraphe du nouvel Accord de partenariat

Le nouvel accord de partenariat OEACP-UE a été paraphé le 15 avril 2020 par les négociateurs en chef : le professeur Robert Dussey, ministre togolais des Affaires étrangères, de l'intégration africaine et des Togolais de l'étranger (pour l'OEACP), et Mme Jutta Urpilainen, commissaire européenne chargée des partenariats internationaux (pour l'UE).

Le paraphe, qui a fixé le cadre de la coopération entre les parties pour au moins vingt ans, a marqué la conclusion officielle des négociations. Toutefois, la définition de la partie européenne devait être finalisée ultérieurement.

La Commission européenne a proposé au Conseil de l'UE de signer un accord exclusif. Les États membres de l'UE ont proposé de transformer l'accord en un accord mixte, à savoir entre l'UE et ses États membres, d'une part, et entre les membres de l'OEACP, d'autre part.

À cet effet, le Conseil de l'UE a proposé des amendements au texte paraphé en modifiant la nature de l'accord. Ces amendements ont été transmis à la partie OEACP par la Commission européenne, qui a souligné sa position inchangée sur la *nature exclusivement communautaire* de l'accord. Le Conseil de l'OEACP a ensuite approuvé les amendements de l'UE qui comprenaient également des dispositions permettant l'adhésion au nouvel accord si un pays rejoignait l'Union européenne, et une disposition sur le quorum qui a été introduite pour permettre la participation des États membres de l'UE aux réunions conjointes OEACP-UE.

En outre, une révision a été apportée à l'article sur l'application provisoire afin de rendre l'accord opérationnel le plus rapidement possible après sa signature.

L'UE a également fourni une liste de dispositions à exclure de l'application provisoire jusqu'à l'entrée en vigueur de l'accord (après la ratification).

En attendant, les mesures transitoires visant à prolonger l'application de l'Accord de Cotonou, qui devait expirer le 30 novembre 2021, ont été prolongées jusqu'au 30 juin 2022 afin d'éviter un vide juridique dans les relations OEACP-UE.

Vers la fin de l'année, l'UE a indiqué qu'en raison de ses procédures internes la signature aurait lieu avant la fin mars 2022 et que l'application provisoire devrait commencer avant juin 2022.



Paraphe de l'accord par les négociateurs en chef.



Organes de l'OEACP

Les organes de l'OEACP sont le Sommet des chefs d'État et de gouvernement, le Conseil des ministres (CdM), les Comités ministériels sectoriels, le Comité des ambassadeurs (CdA), l'Assemblée parlementaire de l'OEACP, et le Secrétariat de l'OEACP. Les organes et les fonctions de l'OEACP sont décrits dans l'Accord de Georgetown révisé [ACP/27/005/18 Rev.13].

Les six régions de l'OEACP assurent tour à tour la direction du Bureau du CdM et du CdA pour une période de six mois.



La présidence du Sommet est actuellement assurée par

S.E. M. Uhuru Muigai Kenyatta

Président de la République
du Kenya

MEMBRES DES BUREAUX DU CONSEIL DES MINISTRES ET DU COMITÉ DES AMBASSADEURS DE L'OEACP 2020 – 2022

1^{ER} AOÛT 2021 - 31 JANVIER 2022*

Président du CdM

S.E. M. Tete António

Ministre des Relations extérieures, République d'Angola



Président du CdA

S.E. M. Mário de Azevedo Constantino

Ambassadeur de la République d'Angola

Région Caraïbes	République de Trinité-et-Tobago
Région Afrique centrale	République centrafricaine
Région Afrique de l'Est	République de Madagascar
Région Afrique australe	Royaume de Lesotho
Région Afrique de l'Ouest	République islamique de Mauritanie
Région Pacifique	Tonga

Troïka

Président	République d'Angola
Sortant	Îles Salomon
Entrant	Région Afrique centrale

1^{ER} FÉVRIER 2021 - 31 JUILLET 2021*

Président du CdM

M. Jeremiah Manele

Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur des Îles Salomon

S.E. M. Tuilaepa Aiono Sailele Malielegaoi

Premier ministre des Samoa

Président du CdA

S.E. M. Moses Kouni Mose

Ambassadeur des Îles Salomon

S.E. Dr. Paolelei Luteru

Ambassadeur de l'État indépendant des Samoa



Région Caraïbes République de Trinité-et-Tobago

Région Afrique centrale République centrafricaine

Région Afrique de l'Est République fédérale démocratique d'Éthiopie

Région Afrique australe Royaume d'Eswatini

Région Afrique de l'Ouest République du Mali

Région Pacifique État indépendant des Samoa

Troïka

Président État indépendant des Samoa / Îles Salomon

Sortant République-Unie de Tanzanie

Entrant République d'Angola

1^{ER} AOÛT 2020 - 31 JANVIER 2021*

Président du CdM

Hon. Prof. Palamagamba John Aidan Mwaluko Kabudi

Ministre des Affaires étrangères et de la coopération est-africaine, République-Unie de Tanzanie

Président du CdA

S.E. M. Jestas Abouk Nyamanga,

Ambassadeur de la République-Unie de Tanzanie



Région Caraïbes République du Suriname

Région Afrique centrale République du Congo

Région Afrique de l'Est The Republic of Djibouti

Région Afrique australe République de Zambie

Région Afrique de l'Ouest République du Liberia

Région Pacifique État indépendant de Papouasie-Nouvelle-Guinée

Troïka

Président République-Unie de Tanzanie

Sortant République de Gambie

Entrant État indépendant des Samoa

*Liste par ordre chronologique inversé

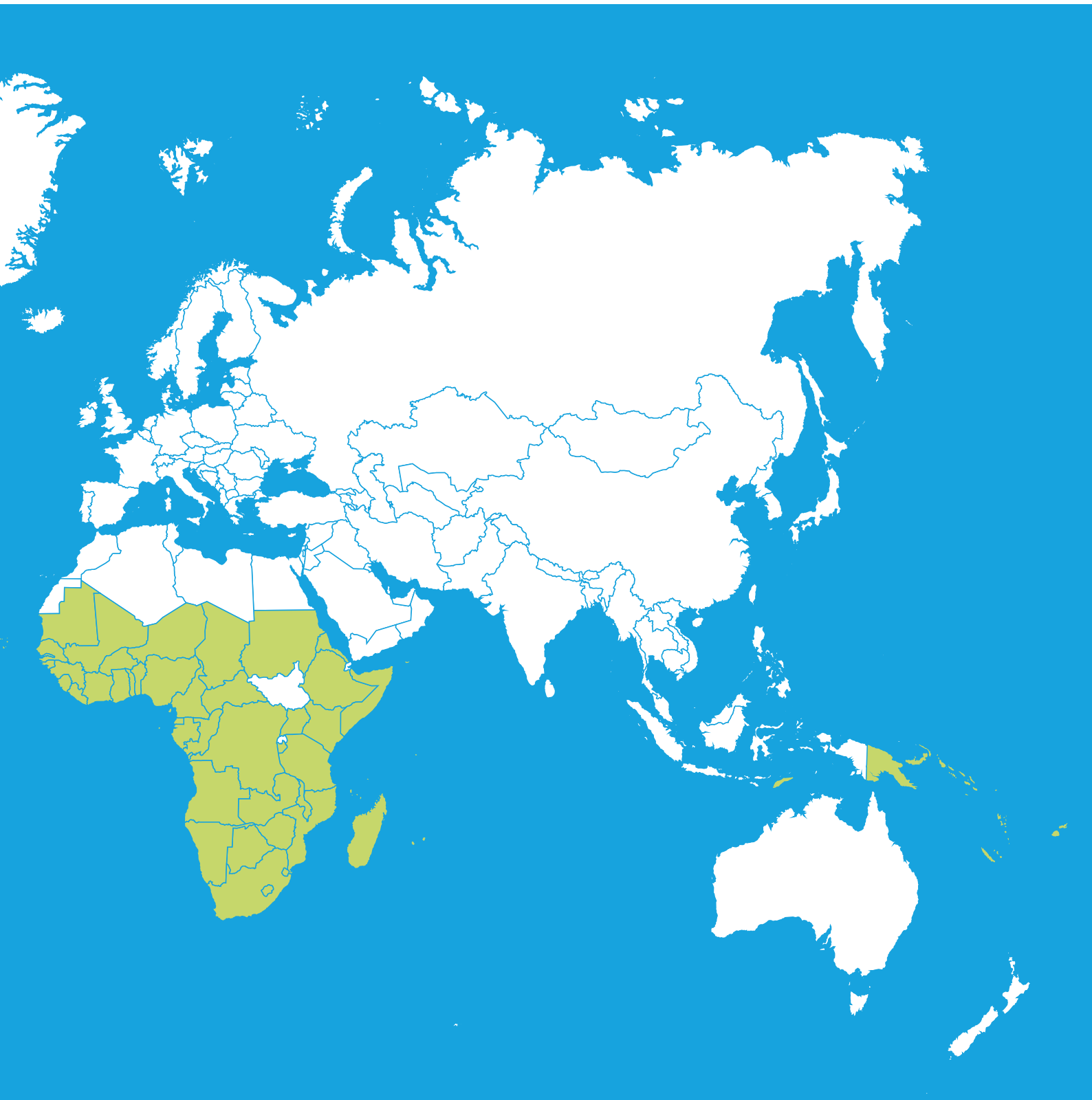


Membres de l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique

AFRIQUE

Angola ; Bénin ; Botswana ; Burkina Faso ; Burundi ; Cameroun ; Cabo Verde ; République centrafricaine ; Tchad ; Comores ; République du Congo ; Côte d'Ivoire ; République démocratique du Congo ; Djibouti ; Eswatini ; Guinée équatoriale ; Érythrée ; Éthiopie ; Gabon ; Gambie ; Ghana ; Guinée ; Guinée

Bissau ; Kenya ; Lesotho ; Liberia ; Madagascar ; Malawi ; Mali ; Mauritanie ; Maurice ; Mozambique ; Namibie ; Niger ; Nigeria ; Rwanda ; São Tomé et Príncipe ; Sénégal ; Seychelles ; Sierra Leone ; Somalie ; Afrique du Sud ; Soudan ; Tanzanie ; Togo ; Ouganda ; Zambie ; et Zimbabwe.



CARAÏBES

Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Cuba, Dominique, Grenade, Guyana, Haïti, Jamaïque, République dominicaine, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, Suriname et Trinité-et-Tobago.

PACIFIQUE

Îles Cook ; Fidji ; Kiribati ; Îles Marshall ; Micronésie, Nauru, Niue, Palau, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Samoa, Îles Salomon, Timor-Leste, Tonga, Tuvalu et Vanuatu.

Acronymes et abréviations

ACP	Afrique, Caraïbes et Pacifique
AFRH	Administration, finances et ressources humaines
AP	Assemblée parlementaire
APE	Accord de partenariat économique
APP	Assemblée parlementaire paritaire
BEI	Banque européenne d'investissement
BSG	Bureau du Secrétaire général
CAE	Communauté d'Afrique de l'Est
CCNUCC	Convention-cadre des Nations Unies sur le changement climatique
CdA	Comité des ambassadeurs
CdM	Conseil des ministres
CE	Commission européenne
ClimSA	Programme intra-ACP sur les services climatiques et les applications connexes
CMO	Organisation météorologique des Caraïbes
CNC	Centre national du cinéma et de l'image animée
COMESA	Marché commun de l'Afrique orientale et australe
COP	Conférence des parties
CPLP	Communauté des pays de langue portugaise
EAC	Environnement et Action climatique
EtOrg	Discours sur l'état de l'Organisation
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FED	Fonds européen de développement
FENU	Fonds d'équipement des Nations Unies
FESPACO	Festival panafricain du cinéma et de la télévision de Ouagadougou
FISH4ACP	Développement durable des chaînes de valeur de la pêche et de l'aquaculture dans les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP)
GCCA+	Programme Intra-ACP de l'Alliance mondiale contre le changement climatique
HCDH	Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme
ICC	Industries culturelles et créatives
INTPA	Direction générale des partenariats internationaux de l'UE
IVCDCI	Instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale
JBDC	Jamaica Business Development Corporation
JED	Journées européennes du développement
LBC/CFT	La liste des juridictions fiscales non coopératives et sur la liste UE des pays tiers à haut risque en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme
LID	Différentiel de revenu de subsistance
LoI	Lettre d'intention

MC	Conférence ministérielle
MFD	Macroéconomie, financement du développement et programmation
MoU	Protocole d'entente
MPME	Micro, petites et moyennes entreprises
MSP	Mécanisme de soutien aux politiques
NU	Nations Unies
ODD	Objectifs de développement durable
OEACP	Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique
OIF	Organisation internationale de la francophonie
OMC	Organisation mondiale du commerce
ONU	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
ONT	Obstacles non tarifaires
OS	Objectif stratégique
OTC	Obstacles techniques au commerce
PEID	Petits États insulaires en développement
PMA	Pays les moins avancés
PS	Plan stratégique
PSUP	Programme participatif d'amélioration des bidonvilles
QPDH	Questions politiques et développement humain
R&I	Recherche et innovation
RO	Organisations régionales
RU	Royaume-Uni
SGA	Secrétaire général adjoint
SG	Secrétaire général
SSTC	Coopération Sud-Sud et triangulaire
STI	Science, technologie et innovation
TdC	Théorie du changement
TESC	Transformation économique structurelle et Commerce
TIC	Technologies de l'information et de la communication
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UE	Union européenne
UNFSS	Sommet des Nations unies sur les systèmes alimentaires
UN-OHRLS	Bureau du Haut Représentant des Nations Unies pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement
WCF	Fonds mondial pour le cinéma
WOMeX	World Music Expo

L'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (OEACP), qui est devenue une organisation internationale en avril 2020, est le fruit de l'évolution du groupe ACP créé par l'Accord de Georgetown en 1975. Elle est composée de 79 États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique. Les principaux objectifs de l'OEACP s'articulent autour du développement durable de ses membres et de leur intégration progressive dans l'économie mondiale, l'objectif ultime étant de réduire et, à terme, d'éradiquer la pauvreté. Elle a pour mission la coordination des activités de l'OEACP dans le cadre de la mise en œuvre de l'actuel accord de partenariat avec l'Union européenne, la consolidation de l'unité et de la solidarité entre les membres de l'OEACP, la promotion du multilatéralisme, l'instauration et le renforcement de la paix, de la sécurité et de la stabilité dans des sociétés libres et démocratiques, et l'autonomisation des jeunes et des femmes.



Siège de l'OEACP

Rue de l'Aqueduc 118
Ixelles - 1050, Bruxelles - Belgique
Tél. : +32 2743 0600
Fax : +32 2735 55 73
E-mail : info@acp.int

Retrouvez-nous sur les réseaux sociaux :



www.acp.int